

*Questions orales*

La ministre sait combien de Canadiens à faibles revenus, respectueux des lois, doivent souvent attendre des années avant de pouvoir faire venir des membres de leur famille au Canada. Quelles mesures la ministre a-t-elle prises pour mettre fin aux abus signalés, pour supprimer ces échappatoires et pour retirer la citoyenneté à ceux qui l'ont obtenu par tromperie ou abusivement?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de L'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, manifestement je ne peux pas faire de commentaires sur l'affaire qui fait actuellement l'objet d'une enquête. Lorsque j'ai pris mes fonctions au ministère, j'ai expliqué au journaliste en question, entre autres personnes, que la surveillance de nos programmes est très importante pour moi. Les entrepreneurs admis dans notre pays sont surveillés par les agents de l'immigration de façon qu'on puisse évaluer leurs affaires.

J'aimerais, ai-je indiqué, que notre surveillance soit renforcée. Peu après avoir reçu le portefeuille, j'ai demandé qu'un comité consultatif spécial soit constitué pour nous conseiller s'il faut intensifier la surveillance et comment il faudrait s'y prendre.

## LA SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DES ENTREPRENEURS

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, la ministre déclare qu'elle a entrepris un examen ou une évaluation de la surveillance. Il est notoire depuis plusieurs années qu'il ne se pratique pas de véritable suivi ayant pour but de savoir si ces entrepreneurs ont effectivement créé les emplois qu'ils avaient promis, et pour lesquels on leur a accordé l'entrée et parfois la citoyenneté. Il est notoire également que 70 p. 100 de ces immigrants arrivent et demeurent dans les trois plus grandes villes du Canada. Ils aggravent ainsi les disparités régionales, au lieu de les diminuer comme le prévoyait le programme.

Est-ce que la ministre veut nous dire quelles mesures elle a prises pour remédier à ces lacunes du programme, ou si elle va mettre fin à ce programme et réaffecter le personnel de l'immigration au programme de réunification des familles pour en accélérer la marche?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, mon ministère a effectué une étude du programme qui est en voie d'achèvement, pour savoir ce qui est arrivé aux investisseurs qui sont venus au Canada. Je serai ultérieurement en mesure de présenter un rapport.

Comme je l'ai dit, j'ai constitué un comité consultatif pour suivre le programme. J'ai également consulté mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour m'assurer que le suivi du programme à l'étranger satisfait à ses objectifs.

Nous avons en outre un accord avec les provinces que mon prédécesseur, le ministre des Transports, a exposé l'hiver dernier et qui va permettre d'assurer un meilleur équilibre entre les régions canadiennes dans l'exécution de ce programme.

Il y a enfin une chose que je tiens à signaler au député. Auparavant, quand nous n'avions pas encore établi la catégorie

des entrepreneurs ou des gens d'affaires, de telles personnes pouvaient venir au Canada comme immigrants indépendants sans s'engager à investir quoi que ce soit. Je pense que c'est un programme positif que nous avons maintenant, qui les fait venir ici pour investir.

\* \* \*

[Français]

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à notre excellent ministre du Commerce extérieur. Le ministère de l'Expansion industrielle régionale a rendu publics les résultats d'une enquête qui été menée auprès de 300 entreprises majeures au Canada. Ces 300 entreprises majeures dans le contexte du libre-échange ont annoncé qu'elles augmenteraient leurs dépenses, en 1988, de 27 p. 100.

Étant donné, monsieur le Président, les épouvantails que la coalition libérale-socialiste met à la face des Canadiens, je pense qu'il est important que le ministre commente ce qui est arrivé dans le Marché commun européen, en 1960, alors qu'on a développé le libre-échange auprès de 250 millions d'habitants. Cela a été bien. Est-ce que le ministre a l'intention d'expliquer aux Canadiens les avantages qui sont arrivés en Europe au niveau de l'application du libre-échange.

[Traduction]

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir posé la première question pertinente, valable et raisonnable de la journée. De fait, le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie vient de publier un document sur les effets de l'accord de libre-échange canado-américain sur le secteur manufacturier canadien. La conclusion c'est que le secteur connaîtra des possibilités sans précédent de croissance et de développement du fait de cet accord.

De plus, l'enquête révèle une augmentation, projetée ou planifiée, des dépenses et de l'investissement de 300 grandes compagnies, de 27 p. 100 cette année. L'OCDE a également confirmé que le Canada est le pays industrialisé où l'investissement augmentera le plus rapidement les prochaines années.

**Des voix:** Assis!

**M. Crosbie:** Pourquoi devrais-je m'asseoir alors que je dois écouter tout le reste des calomnies, monsieur le Président? Je suis en train de donner des renseignements concrets sur les possibilités d'investissement du fait de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

**M. Riis:** C'est typique du respect des conservateurs pour la présidence.

**M. le Président:** Ces dernières remarques seront probablement un triomphe du hansard sur la télévision. Le député de Gander—Twillingate.